

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Etranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus. }

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

COMPOSITION DU MINISTÈRE

Par décrets du :

13 septembre 1939. — Sont nommés :

Ministre des affaires étrangères :

M. Edouard DALADIER, député, président du conseil des ministres, ministre de la défense nationale et de la guerre.

Garde des sceaux, ministre de la justice :

M. Georges BONNET, député.

Ministre de l'éducation nationale :

M. Yvon DELBOS, député.

Ministre du blocus :

M. Georges PERNOT, sénateur.

Ministre de la marine marchande :

M. RIO (Alphonse), sénateur.

Ministre des anciens combattants et pensionnés :

M. René BESSE, député.

Ministre de l'armement :

M. Raoul DAUTRY.

Sous secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre :

M. Ducos, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères :

M. Champetier De RIBES, sénateur.

31 octobre	—	N° 565 — Arrêté relatif aux heures de travail dans le territoire du Togo.	534
Nominations, mutations etc...	concernant le personnel.		534
Divers			535

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

25 août	—	Circulaire pour l'application du décret du 29 juillet 1939 fixant le mode de calcul de l'indemnité différentielle dont peuvent, le cas échéant, bénéficier les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux.	536
1 ^{er} septembre	—	Décrets relatifs aux allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation.	536-537
20 septembre	—	Dépêche n° 1612 D. S. M. du ministre des colonies au sujet du renvoi des réservistes aux colonies.	539
22 septembre	—	Dépêche n° 3392 du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre relative au renvoi des réservistes aux colonies.	540

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

30 octobre	—	N° 563 — Arrêté portant classement de la forêt de l'Atilakusé (subdivision de Palimé — Cercle du centre).	534
------------	---	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Domaines	540
Nécrologie	541
Bulletin météorologique.	542

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Classement de forêt**

ARRETE N° 563 portant classement de la forêt de l'Atilakusé (subdivision de Palinté, cercle du centre).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 18 juin 1939 de la commission de classement du cercle de Klouto;

Vu la décision n° 521 du 26 juillet 1939 accordant des indemnités à des indigènes pour abandon de leurs droits sur des terrains compris dans les limites de la forêt à classer;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt domaniale classée le périmètre défini comme suit :

D'un point A, situé à la patte d'oie des sentiers d'Afideingba à Babaroué, Agbokopé, et Todomé, une droite ouest-est (magnétique) de 100 mètres de longueur, décrivant B.

De B, une droite (orientation magnétique) environ 205 grades) allant en C, qui est la source du ruisseau Atrotogui.

De C, le ruisseau Atrotogui — jusqu'en D, D étant à l'extrémité d'une droite est-ouest (magnétique) aboutissant en E au sentier d'Afideingba — E est situé sur ce sentier, à 100 mètres au sud du point d'origine du sentier allant aux cases de cultures de Kofitse Amégasi.

De E, le sentier d'Afideingba jusqu'en A.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — Il est conservé à l'intérieur du périmètre classé une enclave d'une superficie totale approximative de 90 mètres carrés, constituée par une ferme et des cafiers appartenant au nommé Kofitse Amégasi, du village d'Afideingba.

ART. 4. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 5. — Le commandant du cercle du centre, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1939.

L. MONTAGNE.

Durée du travail

ARRETE N° 565 relatif aux heures de travail dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la décision n° 52 du 27 janvier 1937 abrogeant la décision n° 217 du 24 novembre 1936 fixant à nouveau les heures de travail dans les bureaux, ateliers et chantiers des services du territoire;

Vu le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée du travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie; (Arrêté de promulgation n° 542 du 13 octobre 1939);

Vu le radiotélégramme officiel n° 207 en date du 25 octobre 1939 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo à Dakar;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions de la décision n° 52 du 27 janvier 1937 fixant les heures de travail dans les bureaux, ateliers et chantiers des services du Territoire.

ART. 2. — A compter du 1^{er} novembre 1939 la durée hebdomadaire du travail est fixée à 48 heures à raison de 8 heures par jour.

ART. 3. — La semaine anglaise est supprimée. La permanence sera assurée les dimanches et les jours fériés par roulement.

ART. 4. — Les heures de rentrée et de sortie seront fixées en accord avec la présente réglementation par une note de chaque chef de service.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1939.

L. MONTAGNE.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**PERSONNEL EUROPEEN****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Tableau complémentaire d'avancement pour l'année 1939 des administrateurs des colonies**

Pour le grade d'administrateur de 1^{re} cl. des colonies :

M. Roussel (Joseph-Albert-Charles), administrateur de 2^e classe des colonies;

Pour le grade d'administrateur de 2^e cl. des colonies :

M. Pic (Joseph-Maurice-Mathieu), administrateur de 3^e classe des colonies.

Pour le grade d'administrateur de 3^e cl. des colonies :

M.M. Péchoux (Laurent-Elisée);
Mouragues (Albert-Jean);
administrateurs-adjoints de 1^{re} classe des colonies.

Pour le grade d'administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies :

M. Barbero (Robert-Arsène-François), administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies.

Promotions

Agents des travaux publics

Par arrêté du ministre des colonies en date du 24 août 1939 :

1^o — Ont été promus, pour compter du 1^{er} juillet 1939, au point de vue exclusif de l'ancienneté, les fonctionnaires du cadre général des travaux publics et des mines des colonies, dont les noms suivent :

A — TRAVAUX PUBLICS

Au grade d'ingénieur-adjoint de 1^{re} classe :

M.M.

Laugier, ingénieur-adjoint de 2^e classe, (conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 4 mois 25 jours).

Au grade d'adjoint technique principal de 2^e classe :

M. Dabezies, adjoint technique principal de 3^e cl. (conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 7 ans 7 mois 8 jours).

Administrateur des colonies

Par décret en date du 11 octobre 1939, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies à compter du 1^{er} juillet 1939 :

A l'emploi d'administrateur de 3^e classe des colonies :

M.M.

Péchoux (Laurent-Elisée), 4^e tour choix, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

Affectations

Par arrêté ministériel du 22 septembre 1939, pris sur la proposition du Commissaire de la République au Togo, M. Pialoux, chef du service des travaux publics et des mines du Togo, est désigné pour remplir cumulativement les fonctions de directeur du réseau des chemins de fer du Togo.

Naturalisations

Par décret du :

30 août 1939. — Est naturalisé Français par application du décret du 7 novembre 1930 :

Aquéréburu (Samuel), instituteur, né le 24 décembre 1910 à Anécho (Togo), demeurant à Sokodé (Togo).

PERSONNEL INDIGÈNE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Révocation

Par arrêté n^o 553 du :

19 octobre 1939. — Est révoqué de ses fonctions pour compter du 28 septembre 1939 l'inspecteur auxi-

liaire de police de 7^e classe Tchacorom, Honoré, Mani, condamné à un an de prison pour homicide et blessures par imprudence et conduite d'un camion sans permis de conduire.

DIVERS

Affaires courantes

Par arrêté n^o 561 du :

29 octobre 1939. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes durant l'absence du Commissaire de la République en tournée du 19 au 25 octobre 1939.

Affectation spéciale

Par décision n^o 757 du :

31 octobre 1939. — Sont classés en affectation spéciale pour une durée de trois mois et pour compter du 1^{er} novembre 1939 :

M.M. Gaudillot, administrateur en chef;
Péchoux, administrateur;
Sanson, administrateur-adjoint;
Bérard, administrateur-adjoint;
Mouragès, administrateur-adjoint;
Milleliri, adjoint principal des services civils;
Guerin, adjoint principal des services civils;
Dassonville, adjoint principal des services civils;
Maugis, adjoint des services civils;
Barma, adjoint principal des services civils;
Pialoux, ingénieur principal des travaux publics;
Plancq, comptable du chemin de fer;
Toqué, contrôleur des douanes;
Trosselly, agent général de la S. C. O. A.;
Ambach, agent général de la Cie. F. A. O.;
Charles, directeur de l'UNELCO;
Berne, directeur p. i. de la B. A. O.;
Wallon, comptable du chemin de fer;
Philippe, receveur de l'enregistrement;
Pradère, caissier de la B. A. O.;
Nativel, administrateur;
Pallarès, instituteur principal;
Agniel, chef de district du chemin de fer;
Gontier Rosaire, directeur de la Cie. Gle. du Togo;

En cas de besoins, la durée de l'affectation spéciale pourra être réduite après entente avec l'autorité militaire.

Campagne de cacao

Par arrêté n^o 557 du :

23 octobre 1939. — La date d'ouverture de la grande campagne d'achat du cacao est fixée au 25 octobre 1939.

Documentation générale

Par arrêté n^o 556 du :

20 octobre 1939. — Le conseil d'administration de la documentation générale est composé ainsi qu'il suit :

Le chef du service de l'enseignement	Président
L'inspecteur des affaires administratives,	
L'administrateur-maire de Lomé,	
Le chef du bureau des finances,	
Le chef du service des travaux publics,	Membres
Le trésorier-payeur,	
Le président de la chambre de commerce,	
Le bibliothécaire de la documentation	
générale	Secrétaire

Justice indigène

Par arrêté n° 546 du :

16 octobre 1939. — Les dispositions de l'article 45 du décret du 21 avril 1933 concernant la composition du tribunal criminel sont rendues applicables au cercle d'Anécho.

M. Guérin Edmond, déjà précédemment désigné, conserve le siège de l'assesseur européen auprès du dit tribunal.

**Œuvre d'aide et d'assistance aux nouveau-nés
des villages de ségrégation**

Par arrêté n° 549 du :

16 octobre 1939. — Sont approuvés les statuts de l'œuvre d'aide et d'assistance aux nouveau-nés des villages de ségrégation.

Le comité directeur de cette œuvre est composé comme suit :

Présidente d'honneur : Madame Montagné,
Présidente active : Madame Pialoux,
Vice-présidente : Madame Deit,
Secrétaire-trésorière : Mlle. Brassard.

Ce comité restera en exercice pendant cinq ans.

L'œuvre sera alimentée par des subventions des budgets locaux et municipaux ainsi que par des dons ou legs des particuliers.

Protection et usage des voies publiques

Par décision n° 735 du :

17 octobre 1939. — M. Angeletti Laurent, surveillant principal de 3^e classe des travaux publics du Togo, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques.

Il devra préalablement à toutes constatations prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Santé publique

Par arrêté n° 554 du :

20 octobre 1939. — L'agglomération d'Anécho est placée sous le régime n° 2.

La région limitée par Agouègan, Atouéta, Anfoin, Vokoutimé marché, Vogan, Togoville, Porto-Séguro, toutes localités incluses, sont placées sous le régime n° 1.

Tout trafic ferroviaire nocturne est suspendu.

Pendant toute la durée d'application du régime n° 2, les voyageurs ne seront admis qu'en passeport sanitaire et les billets ne seront délivrés que sur présentation de cette pièce.

Textes publiés à titre d'information**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Situation des fonctionnaires rappelés
sous les drapeaux**

(Réf. décret du 29 juillet 1939, promulgué le 4 septembre 1939, J. O. T. 16 septembre 1939, page 432).

CIRCULAIRE pour l'application du décret du 29 juillet 1939 (J. O. R. F. du 30 juillet, p. 9674) fixant le mode de calcul de l'indemnité différentielle dont peuvent, le cas échéant, bénéficier les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux.

Paris, le 25 août 1939.

En vue de la perception de l'indemnité différentielle visée au décret du 29 juillet 1939, inséré au *Journal officiel* (p. 9674), les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux devront souscrire une déclaration du modèle annexé à la présente circulaire.

Cette déclaration, après avoir été certifiée par le chef de corps ou par l'intendant militaire ordonnateur de la solde selon qu'il s'agit de militaires appartenant à un corps de troupe ou de militaires sans troupe, sera adressée directement, par les intéressés, à leurs administrations respectives.

Cette déclaration ne devant être renouvelée qu'en cas de modifications survenues dans la situation militaire des intéressés (changement de grade ou d'échelon), les chefs de corps ou de services devront notifier, sous leur responsabilité, lesdites modifications aux administrations dont relèvent les intéressés, à charge par elles d'inviter, si elles le jugent utile, leurs ressortissants à renouveler leur déclaration.

DECLARATION

A faire par un fonctionnaire civil, rappelé sous les drapeaux, à l'effet de percevoir l'indemnité différentielle visée au décret du 29 juillet 1939.

Ministère de

Jé soussigné (nom et prénoms, fonctions civiles et domicile habituel) déclare, en vue du paiement de l'indemnité différentielle visée au décret du 29 juillet 1939, avoir été rappelé sous les drapeaux le (date), en qualité de (grade), au (corps ou service) et percevoir :

(1) Une solde (journalière ou mensuelle, selon qu'il s'agit de militaires à solde journalière ou à solde mensuelle) de . . . frs. par (jour ou mois).

(1) Une indemnité spéciale temporaire mensuelle de . . .

(1) Une majoration mensuelle de solde de . . .

(Date et signature)

Certifié exact :

Le chef de corps ou l'intendant militaire (1).

(1) Rayer les mentions inutiles.

**Allocations en faveur des familles
des militaires mobilisés**

(Réf. arrêté interministériel du 27 septembre 1939, promulgué au Togo le 29 septembre 1939, J. O. du 1^{er} octobre 1939, page 485).

DECRET instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours de la guerre 1914-1918, une allocation journalière a été attribuée aux familles des militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer, appelés ou rappelés sous les drapeaux qui remplissaient les devoirs de soutien indispensable de famille.

Les lois de recrutement qui sont intervenues après l'armistice ont également prévu l'attribution d'allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables étaient appelés sous les drapeaux. Le texte actuellement applicable en la matière est l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, complété par la loi du 24 août 1931. Le taux des allocations a été fixé par le décret-loi du 20 mai 1939.

Mais il paraît nécessaire d'adapter aux circonstances présentes les mesures qui régissent l'attribution de ces allocations.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, en vertu des pouvoirs spéciaux conférés au gouvernement par la loi du 19 mars 1939, tend à fixer les principes généraux de la réglementation nouvelle, qui fera l'objet d'un décret simple; il porte en outre ouverture au ministre de la santé publique, pour permettre leur application, d'un crédit de trois milliards de francs.

Nous vous prions, si vous approuvez ces dispositions, de bien vouloir revêtir de votre signature le texte que nous avons établi.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la santé publique et du ministre des finances;

Vu la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 24 août 1931, tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu le décret-loi du 20 mai 1939, portant révision du taux des allocations militaires;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du jour de la mobilisation, il est institué une allocation journalière qui pourra être accordée, sur leur demande, aux familles des militaires des armées de terre, de mer et de l'air remplissant effectivement les devoirs de soutien indispensable de famille.

Cette allocation peut être attribuée pendant le temps de présence du soutien de famille sous les drapeaux.

Elle peut être majorée en raison du nombre d'enfants de moins de seize ans à la charge du soutien de famille.

Les allocations et majorations sont réservées aux familles reconnues nécessiteuses. Leurs taux et conditions d'attribution sont fixés par décret contresigné par le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la santé publique et le ministre des finances.

ART. 2. — Il est ouvert au ministre de la santé publique, au titre de l'exercice 1939 et en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1938 et par des lois et décrets spéciaux, un crédit de

3 milliards de francs, imputable au chapitre nouveau 56 *ter* du budget de la santé publique : « Allocations aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation ».

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la santé publique et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

DECRET fixant le taux et les conditions d'attribution des allocations instituées en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de la santé publique, des finances, des affaires étrangères, de la marine, de l'air, des colonies et de l'intérieur;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'allocation journalière et des majorations prévues par le décret du 1^{er} septembre 1939 pour les familles nécessiteuses des militaires présents sous les drapeaux sont déterminés en fonction de la résidence effective du bénéficiaire de l'allocation principale dans les conditions indiquées ci-après :

Allocation principale

12 frs. à Paris et dans le département de la Seine.
8 frs. dans les communes de plus de 5.000 habitants.
7 frs. dans les autres communes.

Majoration pour les enfants âgés de moins de seize ans à la charge du soutien de famille.

5 frs. 50 à Paris et dans le département de la Seine.
4 frs. 50 dans les autres départements.

Toutefois, dans le cas de changement de résidence, les taux ne sont modifiés qu'à l'expiration d'un délai de trente jours suivant ce changement.

ART. 2. — Il ne peut être attribué qu'une seule allocation principale pour l'ensemble des personnes dont le mobilisé est le soutien indispensable.

Peuvent être admis au bénéfice de l'allocation, dans l'ordre ci-après, les membres de la famille nécessiteux et à la charge du mobilisé :

- 1^o — La femme légitime du mobilisé;
- 2^o — Ses descendants directs;
- 3^o — Son descendant direct le plus proche.

La demande peut être formulée par le représentant légal du demandeur.

A titre exceptionnel, l'allocation principale peut être accordée à des membres de la famille ou personnes à la charge du mobilisé, autres que la femme légitime, les enfants et ascendants.

Les majorations éventuelles suivent le sort de l'allocation principale.

ART. 3. — Les demandes sont adressées au maire de la commune où réside l'intéressé et, à Paris, au maire de l'arrondissement; il en est donné récépissé.

Ces demandes doivent être établies en double exemplaire, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-après (période transitoire); elles doivent être accompagnées des pièces suivantes, également en double exemplaire :

1^o — Le relevé des contributions dues pour l'année précédente par les intéressés eux-mêmes, par leur soutien et par les personnes tenues envers eux à l'obligation alimentaire prévu aux articles 205 et suivants du code civil; ce relevé devra être certifié par le percepteur chargé du recouvrement desdites contributions; il est accompagné soit de la déclaration expresse que ni le pétitionnaire, ni aucune des personnes visées ci-dessus ne sont inscrits au rôle des contributions dans une autre commune, soit d'un ou plusieurs relevés conformes aux prescriptions de l'alinéa précédent et complétant le premier;

2^o — Un état certifié par le maire de la commune, et à Paris par le maire de l'arrondissement, indiquant avec le nombre et la position, par rapport au soutien de famille, des membres de la famille vivant sous le même toit ou séparément; les revenus et les ressources de chacun d'eux, y compris les pensions, secours ou allocations de quelque nature, que ce soit qu'ils pourraient recevoir; la superficie des terres cultivées, la nature des cultures et l'importance du cheptel mort et vif;

3^o — Les justifications relatives à l'état civil de l'auteur de la demande et à ses liens de parenté ou d'alliance avec le militaire sous les drapeaux, et toutes autres indications de nature à établir que celui-ci remplissait effectivement les devoirs de soutien indispensable de famille;

4^o — Un bulletin de présence au corps.

Les deux exemplaires de la demande et de ces pièces sont envoyés sans délai par le maire accompagnés de son avis motivé, respectivement au préfet et à la commission cantonale prévue à l'article 4 ci-après.

ART. 4. — Il est statué sur les demandes par une commission siégeant au chef-lieu de canton et composée :

Du juge de paix ou de son suppléant, président.

D'un conseiller général ou d'un conseiller d'arrondissement désigné par le préfet.

D'un percepteur désigné par le trésorier-payeur général.

D'un receveur de l'enregistrement désigné par le directeur départemental de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Un ou plusieurs suppléants à ces membres sont désignés :

Par le préfet, parmi les juges de paix suppléants de juges de paix et les conseillers d'arrondissement.

Par le trésorier-payeur général et le directeur de l'enregistrement parmi les fonctionnaires de l'administration des finances.

Le contrôleur des contributions directes peut assister aux séances de la commission avec voix consultative.

Dans les cantons dont la population excède 20.000 habitants, d'après le dernier recensement, le préfet peut instituer plusieurs commissions dont la composition est fixée dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Les cantons de moins de 10.000 habitants peuvent être réunis à d'autres cantons par les préfets sous la juridiction d'une seule commission.

Pour l'application des dispositions du présent article, les arrondissements de la ville de Paris sont assimilés à des cantons.

ART. 5. — Dans le cas où plusieurs personnes d'une même famille domiciliées dans des cantons différents sollicitent l'allocation au titre du même militaire, la décision à intervenir appartient à la commission du canton dans lequel est inscrit celui-ci.

La commission statue également sur les demandes de majoration présentées pour les enfants qui sont, en fait, individuellement et effectivement à la charge du militaire. La décision qui accorde une majoration indique les noms, prénoms et date de naissance de l'enfant qui y donne droit.

Aucune majoration ne peut être accordée que comme complément d'une allocation principale.

ART. 6. — La commission fixe le point de départ des allocations qui ne peut, en aucun cas, être antérieur, ni à la date de l'incorporation ou du rappel sous les drapeaux, ni à celle à laquelle le militaire est devenu soutien de famille, ni à la date de la demande. Toutefois, pour toutes les demandes formulées au cours des trente jours qui suivront le premier jour de mobilisation, l'allocation pourra être accordée à compter du jour de l'appel du soutien sous les drapeaux.

ART. 7. — Les décisions de la commission cantonale immédiatement exécutoires sont notifiées au postulant, au préfet, au maire, au contrôleur des contributions directes et au contrôleur départemental des lois d'assistance qui peuvent en faire appel, dans le délai d'un mois, devant une commission départementale ainsi constituée :

1^o — Le président du tribunal du chef-lieu du département ou, à son défaut, un magistrat désigné par lui;

2^o — Le directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre ou un fonctionnaire de cette administration, désigné par le directeur;

3^o — Le trésorier-payeur général ou un suppléant désigné par lui;

4^o — Deux membres du conseil général, ou du conseil d'arrondissement pris dans des arrondissements différents et choisis par le préfet.

Le directeur des contributions directes et le contrôleur départemental des lois d'assistance peuvent assister aux séances de la commission avec voix consultative.

ART. 8. — La commission d'appel ne délibère valablement que si trois de ses membres au moins sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité des présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Elle peut, si elle le juge utile, avant de se prononcer sur la décision de la commission cantonale, mettre l'intéressé à même de présenter ses observations.

ART. 9. — Les décisions de la commission d'appel sont transmises d'urgence au président de la commission cantonale et au préfet; celui-ci en fait remettre

notification contre récépissé à l'intéressé par l'intermédiaire du maire de la résidence. Elles sont également notifiées au directeur des contributions directes et au contrôleur départemental des lois d'assistance.

ART. 10. — Dans un délai de deux mois à partir de la notification des décisions de la commission départementale, appel desdites décisions peut être fait par le préfet, le directeur des contributions directes ou le contrôleur départemental des lois d'assistance devant la commission supérieure des allocations militaires créée par le décret du 29 décembre 1931 pris en application de la loi du 24 août 1931. Dans le même délai, les intéressés peuvent faire appel de ces décisions devant la commission supérieure.

Le ministre des finances et le ministre de la santé publique peuvent à tout moment faire appel des mêmes décisions devant la commission supérieure.

ART. 11. — Dans le cas où, après décisions de la commission départementale ou de la commission supérieure prononçant l'annulation d'une décision d'admission au bénéfice de l'allocation, le postulant formulait une seconde demande, tout recours formé contre son admission serait suspensif des nouvelles décisions prises par les commissions cantonale ou départementale.

ART. 12. — A compter du jour de la mobilisation, les bénéficiaires d'allocations attribuées en application de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sont d'office soumis au régime institué par la loi précitée.

ART. 13. — Lorsqu'un des éléments ayant servi à fixer, suivant les dispositions des articles 1^{er} et 2, le montant de l'allocation ou des majorations versées à une famille, se trouve modifiée, la commission cantonale saisie, soit par le préfet, soit par le maire, soit par le contrôleur des contributions directes, soit par le contrôleur départemental des lois d'assistance, soit par le titulaire de l'allocation principale, revise sa décision antérieure en tenant compte des faits nouveaux portés à sa connaissance.

ART. 14. — Lorsqu'il s'agit de familles résidant à l'étranger et remplissant les conditions fixées par le présent décret, les demandes d'allocations sont adressées au consul de la ville de résidence qui les instruit et statue conformément aux dispositions prévues aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4 par décision motivée communiquée aux intéressés, au ministre des affaires étrangères et au ministre de la santé publique.

ART. 15. — A titre transitoire, et au cours des soixante premiers jours qui suivront la mobilisation, il suffira de produire à la commission, outre la demande, les pièces suivantes :

1^o — Une déclaration faite sous la foi du serment par le postulant ou son représentant; cette déclaration devra indiquer le nom et l'âge des personnes à la charge du mobilisé ou vivant avec lui; les revenus et moyens d'existence de chacune d'elles; l'importance des terres cultivées par la famille et le nombre de têtes de bétail;

2^o — L'avis motivé du maire;

3^o — Le bulletin de présence au corps.

Lorsque les intéressés ne seront pas en mesure de fournir immédiatement les pièces énumérées ci-dessus, il leur sera délivré, à titre conservatoire, un récépissé provisoire de leur demande. Celle-ci ne pourra, toutefois, recevoir de suite qu'après constitution par leur soin du dossier sommaire, dont la composition est indiquée au présent article.

Toute déclaration reconnue fausse ultérieurement pourra entraîner outre la restitution des sommes indûment perçues, la déchéance de tous droits à l'allocation pendant la durée de la mobilisation.

ART. 16. — Au vu du dossier sommaire, dont la composition est indiquée à l'article 15 ci-dessus, la commission cantonale peut prononcer des admissions temporaires au bénéfice des allocations et majorations pour une durée n'excédant pas trois mois.

L'admission définitive ne pourra être prononcée qu'au vu du dossier, constitué conformément aux dispositions de l'article 3.

ART. 17. — Les décisions d'admission temporaire prononcées par les commissions cantonales sont susceptibles d'appel devant la commission départementale et devant la commission supérieure, dans les conditions prévues par le présent décret.

ART. 18. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux colonies et territoires sous mandat, sous réserve des dispositions particulières à chacun de ces pays relativement à la fixation du taux et aux conditions d'attribution.

Ces dispositions feront l'objet d'arrêtés contresignés par les ministres intéressés.

ART. 19. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, les ministres de la santé publique, des finances, des affaires étrangères, de la marine, de l'air, des colonies et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Réservistes

Paris, le 20 septembre 1939.

N^o 1612 D. S. M.

Le Ministre des Colonies
A Messieurs les Gouverneurs généraux

de l'A. O. F. à Dakar.

Par télégramme en date du 13 septembre 1939, je vous ai fait connaître qu'en accord avec les départements de la défense nationale et de la guerre, de la

marine et de l'air, j'ai décidé de renvoyer un certain nombre de réservistes dans leurs colonies de résidence.

Ces réservistes appartiennent aux catégories ci-après :

a) Tous les fonctionnaires coloniaux *en congé* dans la métropole au moment de la mobilisation, (à l'exception de quelques fonctionnaires qui sur ma demande, seront laissés à la disposition de l'autorité militaire).

Par contre, les fonctionnaires *détachés de leur emploi* au titre d'un service dans la métropole se conformeront aux prescriptions de leur fascicule de mobilisation et suivront leur affectation militaire;

b) Les réservistes ou fonctionnaires, volontaires pour rejoindre les colonies. Avant leur départ, leur situation sera réglée (1) par le dépôt des isolés coloniaux ou ses annexes. Ils seront mis en route aux frais du budget colonial, par les services coloniaux. Ils voyageront en tenue militaire, si possible, et dans la classe à laquelle leur grade leur donne droit. La solde de traversée leur sera payée à l'arrivée s'ils sont maintenus dans une unité ou un service militaire.

Ce personnel doit être utilisé :

A l'encadrement des forces armées,

Au fonctionnement des services administratifs,

Aux besoins de la production industrielle, agricole et commerciale.

Les réservistes de ces deux dernières catégories seront placés en affectation spéciale par vos soins en accord avec l'autorité militaire conformément aux prescriptions du décret du 15 mai 1939 et de ma circulaire d'application de ce décret, n° 866/E. M. col. du 15 juin 1939.

Pour le ministre et par ordre
Le général directeur des services militaires,
PELLET.

(1) Solde et accessoires militaires jusqu'au jour exclu de l'embarquement sans indemnité de départ colonial, ni frais de déplacement.

DEPECHE MINISTERIELLE N° 3392 du 22 septembre 1939 du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre.

Comme suite aux T. O. n° 195, 1/E. M. A. du 2 septembre 1939 et 335, 1/E. M. A. du 5 septembre 1939 relatifs au renvoi aux colonies des réservistes y ayant leur résidence habituelle et sur la demande du département des colonies, j'ai l'honneur de vous préciser ce qui suit :

a) Tous les fonctionnaires coloniaux *en congé* dans la métropole, devront rejoindre leur colonie d'affectation dans les plus brefs délais.

Le service colonial est chargé d'assurer leur embarquement.

Les fonctionnaires réservistes qui seraient actuellement dans les unités ou formations militaires, de quelque nature que ce soit, devront être dirigés sur leur port normal d'embarquement.

b) Les fonctionnaires réservistes, *détachés de leur colonie* au titre d'un service dans la métropole, doivent se conformer aux prescriptions de leurs fascicules de mobilisation métropolitain ou aux ordres qui leur seront donnés par les bureaux de recrutement.

c) Réservistes non fonctionnaires :

1° — Les réservistes non fonctionnaires qui seraient *volontaires* pour rejoindre les colonies établiront une demande adressée :

A leur chef de corps ou de service, s'il s'agit de réservistes actuellement dans des formations militaires;

Au commandant d'armes de la garnison la plus rapprochée de leur résidence dans tout autre cas.

Les intéressés seront dirigés immédiatement par les soins des autorités susvisées sur le dépôt des isolés des troupes coloniales de Marseille (ou son annexe de Bordeaux) où sera réglée leur situation (1). Ils se présenteront ensuite au service colonial qui les mettra en route aux frais du budget colonial; ils voyageront en principe en tenue militaire et dans la classe à laquelle le grade dont ils sont détenteurs, au titre militaire, leur donne droit.

Aucune demande ne pourra plus être reçue après le 31 octobre 1939.

2° — Les réservistes *non fonctionnaires, non volontaires*, qui auraient été dirigés sur les dépôts des isolés des troupes coloniales en France seront renvoyés par ces organismes sur leur corps ou formation de provenance.

Vous voudrez bien en conséquence, donner toutes instructions utiles aux diverses autorités militaires intéressées pour la destination à donner aux réservistes ci-dessus visés.

Pour le ministre et par son ordre
Le général, directeur des troupes coloniales,
FALVY.

(1) Solde et accessoires militaires jusqu'au jour de l'embarquement exclu sans indemnité de déplacement, ni indemnité de départ colonial.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 19 décembre 1939 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dékpô, canton de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 Ha. 12 ares 46 centiares, et borné au nord par terrain à Sossou Soedey, à l'est par la route Lébé-Tsévié, au sud par terrain à Poutouidou Folly, à l'ouest par terrain à Sossou Soedey;

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vincent Dossou, employé de commerce, demeurant et domicilié à Tsévié, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 22 août 1939, n° 1104.

Le jeudi 21 décembre 1939 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 9, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 78 centiares, et borné au nord par un passage le séparant du titre

n° 138 de Lomé, à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud par l'avenue des alliés, à l'ouest par la rue Duquesne;

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hukportie Kokou Louis, commis d'administration domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 24 août 1939, n° 1105.

Le jeudi 21 décembre 1939 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 27 centiares, et borné au nord et à l'ouest par terrain à Ernest Adabunu, à l'est par terrain aux héritiers Th. Anthony, au sud par la route de Bè;

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Mensah Ahadji, employé de commerce, domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 7 septembre 1939, n° 1106.

Le vendredi 22 décembre 1939 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, sur lequel se trouvent édifiés une construction à usage de boutique au rez-de-chaussée, et de logement au 1^{er} étage, et un petit bâtiment à usage de commune, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 57 centiares, et borné au nord par la rue du Maréchal Foch, à l'est par terrain à Amoussou Bruce, au sud par terrain à Sawi, à l'ouest par terrain à la famille Koba;

Dont l'immatriculation a été demandée par la dame Anna Koury, alias Kury, profession de commerçante,

domiciliée à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 8 septembre 1939, n° 1107.

Le vendredi 22 décembre 1939 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction à étage avec dépendances, d'une contenance de 11 ares 75 centiares, et borné au nord par la rue du Dahomey, à l'est par terrain à la dame Tutu, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par la place de petit marché;

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Domingo Baëta, Pasteur protestant, domicilié à Lomé, agissant comme co-propriétaire et chef de la collectivité familiale issue de John Gonçalves Baëta, suivant réquisition du 15 septembre 1939, n° 1108.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

NÉCROLOGIE

Madame BOURREAU remercie toutes les personnes qui ont bien voulu lui témoigner de la sympathie à l'occasion du décès de son mari, Monsieur ROGER BOURREAU, mobilisé sergent-chef au 4^e bataillon de T. S., survenu à Anécho, Togo, le 19 Octobre 1939.

BULLETIN
PLUVIO

Septembre 1939

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATTOGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSÉVIE	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	AMLANÉ
1	G											G	25,6				
2													3,8		6,0		
3													8,7				
4																	
5	G																
6												G	7,5			24,2	6,6
7	0,2	G			0,9	0,8							1,8	1,9	5,8	1,0	2,4
8	G	G			1,1		1,0	6,1							30,7	3,0	43,6
9		G	0,4	5,8	52,2	49,3	6,8	46,8	5,2	84,0		7,0	18,9		57,3	29,0	G
10	13,5	3,5		54,6			5,7	G	12,4	14,0		G			8,7	0,1	
11	11,5	G			1,0							120,0	30,6	5,0	34,1	29,1	
12	0,2		0,6	8,4	67,5	35,1	35,5		3,7	11,5		24,0	52,5	6,6	21,5		31,1
13	1,0	G				3,1	0,8					4,3	54,4	22,4	5,8		20,0
14												G	26,6	41,6	8,5	6,3	13,4
15												G			5,2		27,6
16													1,6				
17													28,6		5,8		
18												G	15,5		5,0		2,9
19						3,0			G			7,0	9,5	20,4			43,0
20				G								4,8	18,6				
21													5,7				
22													9,5				
23					2,3							26,8	2,2		5,5		42,0
24					G						33,1		22,5	6,3	4,5		30,7
25					1,1								G				
26																	6,1
27						G				G			1,2				
28	G		G					12,3	6,4			G	7,2	1,3	4,2	9,0	32,5
29							5,3		G	17,5		12,8	5,3		4,5	2,1	4,0
30											14,9	6,2	10,8	11,0	15,5		40,9
TOTAL	26,4	3,5	1,0	68,8	126,1	91,3	55,1	65,2	27,7	127,0	48,0	212,9	368,6	115,5	228,6	103,8	346,8
Hauteur depuis le 1 ^{er} Janvier	574,3	414,0	690,6	1198,9	1107,5	817,1	850,7	811,2	1098,8	1111,9	1091,9	1207,9	1678,9	1162,1	1802,8	851,1	1778,8

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G.: Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽¹⁰⁾

Septembre 1939

ATAKPAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÈGUE	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KINDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
6,8	0,2		15,0		33,3				12,7				11,5			1
	3,2												5,5		7,3	2
		28,9						18,5				1,5				3
												1,2		75,0	1,1	4
	G		12,7					23,5	61,7	7,4	18,3		33,7		29,4	5
6,8	26,1		7,2			3,4		12,0	8,9		22,8	18,0	8,7			6
0,7	3,1	16,2	12,5			6,4			2,7	3,6			37,4	10,0	22,5	7
16,2	46,7	62,8	5,6		36,5	17,7	5,0	49,0	5,4	68,4	24,0	18,5	4,1		16,9	8
35,8	G			21,0	11,7	2,7				7,6	1,0	43,0	2,5			9
6,4	2,6				7,5							9,0				10
4,7	4,3	34,2	12,4	97,0		0,4	16,0			8,0	G	7,5	4,0	25,0		11
1,1	7,0	30,8	18,6			11,5		62,0		11,9	81,0	3,0	1,9		73,2	12
2,5	1,2			7,7			11,0	11,0		36,7	G		23,3		22,2	13
9,8	21,7	13,6	32,6		9,8	4,8	30,0	34,5		51,6	2,5	5,0	1,2		3,7	14
0,6	32,1						6,0			8,1		2,6	36,5		8,4	15
						12,0					30,3				11,0	16
1,8	25,0	17,3	15,6	46,0	18,0		56,0	39,0	44,4	8,9	1,5	22,2	18,0			17
17,9	2,7	37,6		21,0	42,2	2,1		15,5	19,2	30,8	43,0	32,3	2,6		4,8	18
5,0	1,4	7,4	16,9	49,0	1,2	18,5	23,0	3,0	2,4	12,8	2,0	26,5	7,2	37,0	G	19
	1,1				5,2	1,3		61,0	49,9	22,5	13,0	5,0	22,9		32,1	20
	1,6	3,3	13,5	9,0	8,3	13,7	21,5	9,5	28,7	34,1	11,0		18,7	15,0		21
	24,7	5,4		0,5	3,4	18,6					28,0	G				22
8,1	2,8	3,1	25,3	20,0				30,0	1,7	16,8		16,6	0,6			23
14,6	12,1	11,4			10,2		7,0			0,6	41,0	15,2	2,1		67,8	24
	22,3	3,2	13,6		2,1	5,3		4,0		0,6	16,0		21,1			25
	3,7					26,0	10,0			3,1	28,0		0,4		8,9	26
	3,0	15,7	24,0	12,0	10,1			40,0	12,2	22,0	3,0		0,7	80,0	20,6	27
40,6	48,1	4,3	10,6	10,5	40,3	2,0					4,5			16,0	9,0	28
1,2		21,2	22,5	6,0		7,5					11,0		0,2			29
0,9	32,4		15,6		23,1			20,0		42,0		6,6			0,6	30
181,4	329,1	311,4	274,2	299,7	252,9	153,9	185,5	432,5	249,4	359,6	382,2	233,7	264,8	258,0	339,5	TOTAL
1812,4	1424,8	1441,5	1284,4	1717,2	1369,8	947,8	846,1	1810,2	936,9	1497,8	1934,4	1355,8	993,6	1109,0	1020,8	Hauteur depuis le 1 ^{er} Janvier

Climatologie ⁽¹⁾

SEPTEMBRE 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGODA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps	(4) Hygr.	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries	(5) Pressions	Température	Hygrométries
1	13,6	24,8	86	90,7	26,0	77	71,1	26,0	83	88,7	26,2	80	64,1	24,4	90				25,5	22,2	88	64,3	24,5	74		26,5	88
2	13,0	24,0	86	90,7	27,0	74	71,7	27,5	82	85,9	26,9	80	64,1	25,0	80				26,0	24,4	86	63,7	26,5	67		27,5	77
3	12,7	23,4	85	97,9	27,1	80	71,9	26,5	87	85,4	26,0	92	64,1	24,4	90				24,9	24,1	88	62,9	26,4	60			
4	12,4	23,5	82	97,1	27,2	81	70,6	27,4	81	88,5	27,4	81	64,7	25,6	85				25,1	23,7	88	63,3	26,8	72	96,9		
5	13,0	23,7	83	93,9	26,6	78	70,9	26,5	88	89,3	26,5	86	63,7	23,5	90				24,9	23,0	91	63,8	24,0	81	98,1	22,3	
6	12,1	23,0	82	90,3	27,3	79	70,3	27,0	81	84,6	27,5	81	62,9	24,1	87				23,2	22,8	92	64,2	23,8	78	97,3	25,0	87
7	12,7	23,2	89	97,4	26,4	85	71,1	26,4	81	85,5	26,6	83	63,7	23,3	95				25,0	22,6	95	63,9	24,3	78	98,2	24,0	
8	12,3	25,1	90	97,7	26,1	86	71,3	25,0	91	85,8	26,7	81	64,1	23,6	93					22,3	92	64,0	23,8	88	97,0	23,6	97
9	11,3	25,4	82	96,3	26,7	88	70,1	25,1	92	84,9	26,6	77	63,1	23,9	86				23,2	21,7	88	62,9	24,1	79	97,3	25,6	94
10	11,0	26,0	88	96,1	26,7	83	69,9	25,5	82	83,0	26,4	84	62,9	23,9	95				25,3	21,8	82	61,5	24,1	73	96,9	26,7	99
11	11,5	23,6	88	96,9	26,0	84	70,3	26,3	89	84,5	26,5	88			90	66,4	75		25,2	22,9	93	62,5	26,4	79	96,2	27,4	93
12	12,2	22,9	95	96,1	25,5	84	71,0	26,0	88	85,4	26,3	90	63,4			66,7	25,3	84	21,7	22,1	90	63,1	25,3	88	97,5	25,0	92
13	12,1	23,3	85	96,7	25,2	84	71,0	25,9	92	85,4	25,0	81	64,1	22,6	93	67,0	24,6	87	24,8	20,9	97	63,7	24,9	76	97,4	26,0	77
14	11,9	22,7	87	96,3	26,3	87	70,4	25,4	90	85,0	24,7	90	63,1	22,6	96	61,7	24,9	80	24,1	21,4	97	63,3	24,5	81	97,5	25,3	87
15	13,3	23,9	86	96,3	24,4	88	70,8	23,0	93	85,9	25,3	86	63,9	22,6	90	66,7	21,9	81	24,0	21,0	94	63,7	26,2	74	97,7	26,0	91
16	13,4	23,4	87	97,3	24,1	83	70,9	25,0	85	86,1	25,5	82	64,1	23,5	92	67,5	23,5	82	25,5	22,3	82	64,2	25,6	72	97,7	27,0	94
17	12,3	23,0	88	94,9	26,1	77	70,9	27,0		86,4	26,1	83	63,5	24,0	87	66,0	22,8		26,5	19,5	92	63,7	22,3	77	98,2		91
18	12,6	24,5	84	95,9	25,3	84	71,1	26,1	85	85,8	26,5	80	63,0			67,1	25,9	77	24,7	22,7	89	63,3	25,2	75	97,8		94
19	11,9	24,4	86	96,4	24,4	88	71,1	25,8	91	85,4	25,4	97				66,5	25,3	81	25,8	22,2	93	63,1	25,5	78	97,5	25,4	79
20	11,8	24,3	85	95,9	23,0	88	71,5	25,0	87	83,7		85				65,5	22,5	95	25,2	19,6	95	64,3	23,7		97,8	24,5	93
21	14,0	23,5	83	97,0	24,8	79	72,5	24,0	81	80,6	25,7	78	60,4	21,9		68,5	24,5	91	25,0	19,3	98	65,1	22,2	81	98,7	23,3	90
22	13,7	24,0	82	97,5	25,5	78	71,7	26,2	84	85,5	25,6	80	65,8	23,4	88	67,8	24,2	77	26,0	21,4	78	64,9	24,7	71	97,7	25,5	95
23	13,4	23,0	85	96,7	24,5	77	71,8	25,1	94	85,8	24,3	86	65,5	23,4	81	67,4	22,9	84	23,5	20,5	90	64,3	23,5	79	96,0	25,7	96
24	13,7	23,1	84	95,9	24,0	86	72,9	22,8	96	86,5	25,0	92	66,4	23,0	88	67,1	23,5		23,2	21,2	92	64,6	24,3	84	90,0	26,0	88
25	13,1	23,8	85	95,1	25,4	90	72,2	23,7	81	83,9	26,7	82				66,9	25,0	87	25,3	21,2	92	64,5	24,4	82	98,2	25,5	
26	13,8	22,8	83	96,5	26,1	75	71,4	26,0	77	85,7	27,0	76		24,5		67,7	26,0	80	23,5	22,5	83	63,9	23,7	83	97,4	26,5	87
27	13,3	23,3	86	96,6	25,3	76	71,0	26,3	78	86,8	25,5	86		23,5	79	67,7	24,7	82	26,1	20,7	92	64,6	23,9	80		23,5	87
28	12,7	24,8	79	96,5	26,7	78	71,4	26,3	79	85,4	26,0	78	64,7	24,7	83	67,9	25,5	76	26,0	22,4	84	64,9	24,3	71	98,7	24,0	86
29	13,4	24,3	81	93,3	26,0		71,0	26,1	83	85,5	27,0	90	63,5	25,0	89	67,9	26,0	78	26,3	22,6	92	64,5	26,0	73		26,2	82
30	14,8	24,1	84	95,3	26,5		70,9	25,9	86	84,7	27,0	82	64,3	24,0	89	68,4	25,5	79	25,2	22,7	78	64,3	24,5	70		27,5	83
Moy	12,7	24,3	85	96,5	25,8	82	71,3	25,3	86	85,5	26,1	84	64,2	23,8	89				25,3	21,9	90	63,0	24,7	77	97,5	26,5	87

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(3) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %